

deret E(SC, PDC/CVP), Schuwey R. (GR, UDC/SVP), Siggen (FV, PDC/CVP), Stempfel (LA, PDC/CVP), Studer A. (SE,), Studer T. (LA, PDC/CVP), Suter (SC, ACG/MLB), Thalman-B (LA, UDC/SVP), Thévoz (FV, ACG/MLB), Thomet (SC, PS/SP), Thürler (GR, PLR/FDP), Tschopp (SE, PS/SP), Vial (SC, PDC/CVP), Waeber E. (SE, PDC/CVP), Wicht (SC, PLR/FDP), Zadory (BR, UDC/SVP), Zürcher (LA, UDC/SVP). Total: 88.

S'est abstenu:

Genoud (VE, UDC/SVP). Total: 1.

– Cet objet est ainsi transmis au Conseil d'Etat pour qu'il lui donne la suite qu'il implique.

Résolution Fritz Glauser/Michel Losey (mesures nécessaires et indispensables pour sortir de la crise laitière)¹

Prise en considération

Glauser Fritz (PLR/FDP, GL). La récente publication des chiffres de l'Office fédéral de la statistique sur les revenus agricoles suisses confirme la situation financière actuelle préoccupante de notre agriculture. En effet, les experts prévoient une érosion du revenu de la famille paysanne de 7,6% pour cette année. Les baisses de prix concernent la production végétale avant tout, les céréales fourragères et les céréales panifiables avec une baisse de prix inadmissible de 10 respectivement 20%. La diminution du revenu du secteur de la production animale est due pour sa part principalement à la chute dramatique du prix du lait de ces derniers mois. Cette situation est particulièrement précaire pour les producteurs de lait d'industrie devant faire face à des problèmes aigus de liquidité financière. Avec 10% du total de la production laitière de notre pays, notre canton, un des plus importants producteurs de lait, est fortement touché par cette crise. L'abandon des contingents laitiers au 1^{er} mai 2009 est le résultat amer de la stratégie de la libéralisation des marchés agricoles adoptée par la Confédération. L'association de cette politique aux effets de la dégradation du marché laitier international de la crise financière et de la récession économique mondiale a eu pour conséquence dans le secteur laitier une baisse de prix allant jusqu'à 20 centimes. Les effets conjugués de cette situation exercent aujourd'hui une pression insoutenable pour les marchés laitiers suisses. Afin de sortir de cette situation critique des mesures urgentes sont maintenant nécessaires pour ramener le prix du lait à un niveau permettant aux producteurs de lait d'obtenir une rétribution équitable pour leur travail. Parallèlement à la transparence du marché laitier revendiquée, les mesures les plus indispensables, soit la gestion des quantités et l'assainissement du marché laitier, doivent être promptement mises en place. Pour atteindre ces objectifs il ne serait en aucun cas nécessaire à la Confédération de réintroduire le contingentement laitier. Par un arrêté urgent, la Confédération peut et doit donner à la branche, nouvellement organisée dans une interprofession du lait, la possibilité d'appliquer la force obliga-

toire afin de mettre en place ces mesures. Pour qu'elle soit efficace, la gestion des quantités doit en outre être mise en œuvre sur l'ensemble du territoire suisse. Il serait en effet inutile que seule une partie du pays réduise ses quantités de lait produites alors que l'autre région étendrait sa production. L'interprofession signifie le regroupement des producteurs, intermédiaires, artisans fromagers, de l'industrie de transformation ainsi que du commerce de détail au sein d'une même plateforme. Propagée un temps par certains acteurs du secteur laitier, la gestion de l'offre à l'échelle de producteurs et de transformateurs a échoué. Dans un marché toujours plus libéralisé, où chacun tend à augmenter ses parts de vente, ce mode de gestion à l'offre est impossible sans conséquences économiquement négatives en particulier pour les représentants du premier échelon, les paysans. C'est pourquoi une gestion de l'offre au niveau national par la branche laitière est nécessaire. Comme énoncé à l'instant et décrit dans la résolution, le temps presse. Les manifestations de nos agriculteurs sont des appels au secours des familles paysannes dans la détresse. La gestion des quantités ainsi que l'assainissement du marché laitier doivent être appliqués immédiatement afin de donner une perspective d'avenir aux producteurs de lait en obtenant un prix équitable qui permettra à nos familles paysannes d'atteindre un niveau de vie décent.

Chers collègues, au vu de ce que je viens de dire et afin de défendre un secteur économique important pour notre canton, je vous demande, et avec moi le groupe libéral-radical, de soutenir la résolution déposée.

Ducotterd Christian (PDC/CVP, SC). La Confédération impose sous la pression de nombreux milieux économiques et depuis de nombreuses années un libéralisme à outrance qui amène certaines aberrations. Aujourd'hui nous pouvons constater les conséquences de ces décisions au bénéfice des échanges internationaux. Des produits agricoles parcourent de nombreux kilomètres, en mer et sur la route, avant d'arriver sur les étalages de nos magasins alors que les producteurs de ces produits sont très mal rétribués. Cette volonté de laisser faire la loi du marché a poussé Pascal Couchepin à supprimer les contingents laitiers qui permettaient de gérer les quantités produites alors qu'une modification du système existant aurait été bien plus cohérente. Cette décision, effective depuis 2009, est précédée d'une période transitoire qui a débuté dès 2006 à diviser les agriculteurs en deux camps. Une grande majorité voulait maîtriser les quantités de manière à ne pas obtenir le chaos sur les marchés. Le second groupe, moins important, avait l'ambition de produire beaucoup et ceci même à un prix plus bas de manière à gagner des parts de marché, ce qui a aussi fait le jeu des entreprises qui doivent transformer une grande quantité pour amortir leurs installations (pour certains) et faire du bénéfice important pour de grands distributeurs. Ces agriculteurs ont, par leurs actions, créé un effet boule de neige car chacun avait finalement peur de voir son prix du lait baisser sans pouvoir livrer une plus grande quantité en compensation. Ce phénomène a, en plus, conjugué avec un léger manque durant une petite période, et ceci au plan mondial, qui a incité plusieurs acteurs sur les marchés à

¹ Déposée et développée le 6 octobre 2009, BGC p. 1629.

demander une augmentation des quantités. L'arrivée de nouveaux distributeurs étrangers et la libéralisation complète du marché du fromage accentuent fortement la pression sur les prix. Une grande quantité de lait doit être transformée en beurre ou en poudre de lait pour être exportée à un prix extrêmement bas sur un marché européen déjà saturé. Aujourd'hui, seule une gestion des quantités peut régulariser le marché laitier. Ce principe ne peut fonctionner qu'avec une base légale qui impose la force obligatoire. C'est uniquement avec cette garantie que chaque producteur pourra diminuer sa quantité sans craindre que celle-ci soit produite par un autre.

C'est avec ces considérations que le groupe démocrate-chrétien soutiendra massivement cette résolution. Maintenant, à titre personnel, je tiens à faire part de mon étonnement face à ceux qui disent vouloir défendre l'agriculture alors qu'aux Chambres fédérales ils soutiennent toujours un libéralisme à tout cran. Pourquoi ces parlementaires fédéraux qui se disent proches de l'agriculture ou même agriculteurs se mettent-ils à genoux devant la Zurich économique? Comment se fait-il qu'un parlementaire fédéral agriculteur ou qui se dit proche de l'agriculture se batte pour essayer d'élire un conseiller fédéral libéral à outrance comme Christian Lüscher? Permettez-moi d'appeler ça de la tromperie envers les électeurs et de l'incohérence! Mesdames, Messieurs, il est incohérent et illusoire de vouloir plus de libéralisme et vouloir soutenir l'agriculture. Il est incohérent et illusoire de vouloir plus de libéralisme et, en même temps, des produits de proximité.

Duc Louis (ACG/MLB, BR). La situation qui prévaut actuellement dans le monde agricole n'est guère encourageante pour une grande majorité d'agriculteurs. Elle est même démotivante et financièrement précaire. Certes, de nombreux autres secteurs de notre économie ne vivent qu'une époque troublée où plus rien n'est garanti, où la mise au rancart et le licenciement sont monnaie courante. Se lever le matin et avoir un travail garanti, une chance encore face aux dizaines de milliers de sans-emploi ou de celles et ceux qui sentent leur place de travail menacée. Les raisons de ce dérèglement gigantesque... et les manifestations répétées des agriculteurs le prouvent... un mal-être général, des conditions de travail de plus en plus pénibles, des salaires de moins en moins performants face aux innombrables charges qui assaillent le travailleur.

Revenons au monde paysan. Victime de ce dérèglement mis en place par des technocrates aux poches bourrées de fric, qui n'ont aucune notion de la valeur du produit mis sur le marché par le paysan, qui foulent aux pieds l'éthique et la déontologie en méprisant, pire, en mettant au ban de la société par leurs décisions irresponsables celles et ceux qui ont pour mission de nourrir le peuple. Est-il normal, Mesdames et Messieurs les Députés, qu'une majorité d'agriculteurs doive trouver aujourd'hui une occupation accessoire pour nouer les deux bouts? Est-il normal que ces mêmes agriculteurs soient confrontés à des arrivages massifs de produits venant des quatre coins de la planète? Sécurité alimentaire? Mon œil! Un petit exemple tout récent. Un marché important de saumon qui trône dans nos grandes surfaces, saumon produit dans des élevages au Canada,

saumon congelé puis transporté en Chine pour y être traité, décongelé... ce saumon est remis sur le marché international, dont la Suisse, pour y être consommé. Tourisme alimentaire absurde! Scandaleux d'un point de vue écologique! Pauvre société! Pauvre et malheureux consommateur! La résolution d'aujourd'hui pourrait englober tous les secteurs agricoles, céréaliers, légumiers et bien entendu je n'oublierais pas les vigneron. Quels sont les grands bénéficiaires de ce grand chambardement? Ceux qui confondent intérêt général de la population mais qui privilégient au contraire leurs intérêts personnels! Les dindons de la farce: les agriculteurs en tout premier lieu, les consommateurs enfin qui paient le prix trop cher. Comment y remédier, retourner la situation, faire que chacun y retrouve sa juste part? Pensez-vous que ces centaines de paysans qui se retrouvent aujourd'hui encore à Lucens à manifester leur désarroi, pensez-vous que ces braves le font pour le seul et unique plaisir de le faire? Ils quittent leur ferme, font le pied de grue devant ces mastodontes qui banalisent et méprisent leurs produits. Bravo à eux! Bravo à ces valeureux défenseurs d'une agriculture de proximité, qui ressemblent parfois à des Don Quichotte et Sancho Pansa à l'assaut des grands moulins! Intouchables ces grands trusts? Intouchables ces mammoths de la distribution? Si la solidarité paysanne, et j'insiste, si la solidarité paysanne s'amplifie, si des fermes se vident pour rejoindre ces points de rencontres, de revendications, ces géants qui manipulent les produits de la ferme pourraient un jour vaciller. Une petite anecdote! Surnommé l'homme le plus fort du monde le soviétique Vasily Alexiev, champion olympique d'haltérophilie à Munich et il récidive à Montréal, cet homme ingurgitait chaque jour 8 à 10 litres de lait et 500 grammes de caviar. Je ne vous encourage pas à surpasser ce record, quoique! Mais, en tout cas, Mesdames et Messieurs, le groupe de l'Alliance centre gauche le fera... de soutenir à fond cette résolution.

Mauron Pierre (PS/SP, GR). Chers collègues, il est toujours difficile de prendre la parole après Louis Duc! Mais bon, je vais essayer de me concentrer. En soi, cette résolution découle d'une bonne intention. Il s'agit plutôt d'une bonne idée qui va démontrer en fait le souci des politiques par rapport au monde paysan, souci que la population a déjà démontré. Maintenant, il faut quand même bien, à mon avis, que les paysans comprennent que ce ne sont pas les politiques qui vont résoudre leurs problèmes. Je ne dis pas qu'il n'y a que des problèmes, il y a aussi des solutions. La solution dans le cas présent consiste simplement à créer un rapport de force pour pouvoir discuter. Les paysans ne sont pas seuls dans ce problème-là. Il existe des rapports de force dans d'autres domaines. Prenez par exemple les conflits entre syndicats-employeurs, locataires-propriétaires et j'en passe. Il faut également que le mouvement dépasse nos limites territoriales, les paysans suisses n'étant pas isolés dans cette débâcle. Pour concrétiser ceci, il faut clairement que deux éléments soient mis sur pied:

- premièrement, il faut que les 27 000 producteurs de lait suisses parlent d'une seule voix et avancent en

ordre rangé pour la bataille, et non pas seul à seul ou en ordre dispersé, pour établir un dialogue entre ces 27 000 producteurs de lait et les acheteurs, et non pas dialoguer avec des intermédiaires ou autres tiers qui sont finalement, comme on le voit, la source de nombreux problèmes;

- deuxièmement, il faut que les producteurs de lait suisses, qui ne sont pas seuls, je vous le disais, rejoignent également le mouvement européen pour parler encore d'une seule voix car isolés ils n'iront pas bien loin.

Voilà, en soi, la voie du succès et c'est également la voie qui est préconisée par le syndicat unitaire. En conclusion, je dirais que pour faire plaisir aux apparatchiks du monde paysan le groupe socialiste va soutenir cette résolution mais par rapport à cette déclaration d'intention, de notre point de vue, cela ne changera pas grand-chose. Il faut que les solutions que nous préconisons soient appliquées et j'espère bien que le monde paysan les entendra.

Kolly René (PLR/FDP, SC). Je vous parle en tant que représentant bien sûr des artisans suisses du fromage, en particulier les acheteurs de lait de fromagerie de ce canton, qui représentent plus de 50% du lait commercialisé sur Fribourg. J'ose vous inviter à soutenir cette résolution avec, pour votre gouverne, deux remarques. Dans le texte, les auteurs de la résolution citent l'interprofession suisse du lait comme une organisation privée qui pourrait bénéficier de la force obligatoire. En effet, c'est bien ce modèle d'organisation qui doit obtenir la force obligatoire puisqu'elle couvre tous les acteurs de la branche: producteurs de lait d'industrie et de fromagerie, transformateurs de lait de fromagerie et industriels, ainsi que les distributeurs, en particulier Coop et Migros. De plus, cette interprofession du lait suisse est gérée, en tout cas jusqu'à la fin de l'année, par l'Union Suisse des Paysans avec à sa tête, à la direction, M. Jacques Bourgeois, Conseiller national. Dans le texte de la résolution, les auteurs écrivent: «La Suisse a supprimé de manière aveugle et sans garde-fous un bon nombre de mesures qui permettaient à l'agriculture de vivre... » J'aimerais rappeler tout de même ici que dans le cadre de la politique agricole 2007 le Parlement fédéral a révisé la loi sur l'agriculture et a décidé de la suppression du contingentement laitier au 1^{er} mai 2009. Pour préparer les producteurs de lait à la fin du contingentement de droit public le Conseil fédéral a arrêté une ordonnance OÉCL sur l'exemption du contingentement laitier, une ordonnance qui a été en consultation en 2004 et est entrée en vigueur au 1^{er} mai 2005. De plus, en 2007 le Conseil fédéral a modifié l'ordonnance sur l'extension des mesures d'entrée des interprofessions et organisations de producteurs. Cette modification prévoit des mesures relatives à l'adaptation de la production et de l'offre aux exigences du marché (article 1, alinéa 2) en cas de situation extraordinaire (crise laitière, déséquilibre entre l'offre et la demande). Cette ordonnance est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008 et peut être reconduit tous les deux ans. C'est vrai que la situation difficile

des marchés international et national, a cassé un peu ces outils, en tout cas les a perturbés.

Donc, avec ces remarques, je vous invite tout de même à soutenir cette résolution qui soutient la force obligatoire à l'interprofession lait suisse pour gérer la production laitière. Je peux dire que c'est aussi la position de la Fédération des sociétés fribourgeoises de laiterie, en tout cas de son conseil d'administration, qui souhaite une gestion par les acteurs de l'ensemble du marché et non un retour au contingentement étatique.

Voilà, avec ces remarques que je souhaite associer à la résolution, je vous invite donc à la soutenir.

Schnyder Erika (PS/SP, SC). A titre personnel, je vais également soutenir cette résolution, bien que je ne boive pas beaucoup de lait, pour ne pas dire pas du tout de lait. Au-delà de la grande peur qu'a suscitée ce mouvement paysan, je dirais que c'est une question de principe que nous avons là. Le Conseil fédéral, lorsqu'il a supprimé le contingentement laitier, il l'a fait parce qu'il n'avait pas vraiment le choix. Il l'a fait dans une perspective de politique qu'il mène actuellement avec l'Union européenne. C'est une politique délivrant de grandes décisions prises dans le cadre de la mondialisation.

Bien au-delà de tout ceci, ce que je déplore particulièrement est la mésentente des producteurs de lait entre eux. Quand le couperet tombe, ils se trouvent, pour un bon nombre d'entre eux, étranglés. La population doit manifester une certaine solidarité vis-à-vis des paysans. Cela nous montre que s'ils avaient préparé, s'ils avaient réussi à s'entendre d'abord entre eux et ensuite à pouvoir mener des discussions avec les distributeurs, que je profite d'égratigner au passage, car pour eux aussi il en va de leurs intérêts... Cet intérêt, c'est toute cette politique économique que l'on a voulu instaurer et qui fait que nous nous trouvons dans cette situation actuellement. Je vous dirais que personnellement, j'ai trouvé scandaleux, quand on sait qu'il y a dans le monde des tas d'enfants qui meurent de faim, de déverser tout ce lait, soit dans les rues, soit sur les champs au lieu d'être utilisé à d'autres fins auxquelles il aurait pu vraiment servir. Je tiens à dire que dans certains pays ou dans certaines provinces, on a fait des distributions gratuites de lait. J'aurais bien aimé voir nos producteurs le faire également. J'estime qu'il faut se montrer solidaire, mais aussi montrer que même si nous savons les soutenir dans les moments difficiles, nous nous attendons à ce qu'eux aussi puissent s'adapter. Il n'y a pas que l'industrie et les services qui doivent s'adapter. Il faut aussi que le monde paysan s'adapte. Néanmoins, je soutiendrai cette révolution.

Bachmann Albert (PLR/FDP, BR). Ceci a été dit à plusieurs reprises, les producteurs de lait ne sont pas unis dans la gestion des quantités de lait. Effectivement, M. René Kolly l'a dit, il faudrait que ce soit une interprofession qui le règle. Dans cette même interprofession, les avis se divisent, puisque les grands distributeurs, entre eux, sont concurrents, et c'est à qui peut obtenir la plus grande part du marché aujourd'hui. M. le Commissaire du gouvernement, vous qui êtes bon politicien et surtout bon modérateur dans les dis-

cussions, pourquoi ne pas remettre, sur le plan fribourgeois, les différents acteurs autour d'une table? En effet, même sur le plan fribourgeois, nous sommes divisés. Il y a ceux qui voulaient régler les quantités et ceux qui, sous la pression de nos distributeurs, ont dit qu'il fallait amener une quantité de lait. Plus vous amènerez, mieux nous serons et mieux vous serez. Aujourd'hui, nous n'avons plus aucune garantie de prix de lait. Comment voulez-vous que je fasse un budget, alors que l'on me donne au début d'année une quantité qu'on me garantit de prendre en charge, mais aucun prix minimum, et un prix qui diffère tous les trois mois? Ce n'est plus possible de pouvoir gérer une exploitation et d'être une mini-entreprise, si nous ne pouvons pas faire un budget qui tienne plus ou moins la route.

M. le Commissaire du gouvernement, M. le Conseiller d'Etat, je vous demanderais ici de prendre votre bâton de pèlerin. Unissons-nous déjà dans ce canton pour ensuite, aussi, aller d'une même et unique voix entre les transformateurs et les producteurs au niveau de la Berne fédérale.

Repond Nicolas (PS/SP, GR). Voici quelques phrases de l'année prises dans quelques dépêches ou textes de médias sur le sujet du prix du lait. En juin 2006, on pouvait lire dans la revue *uniterre*: «Elsa ouvre une brèche, d'autres s'y engouffreront. La Migros, à nouveau, sème la pagaille dans le marché laitier national.» Elsa, le principal transformateur de lait en Suisse, a obtenu la possibilité d'exporter sur le marché européen 3 millions de kilos de lait supplémentaires. Pour obtenir cette quantité, elle a lancé un appel d'offre à 50 centimes le kg de lait, soit moins 25% par rapport au prix de l'époque qui était à 67 centimes, et ceci sous la forme d'une lettre adressée personnellement à ses fournisseurs évitant par la même occasion l'organisation qui les représente et donc toute négociation sur les prix. Placés devant le fait accompli et sans aucune possibilité de négocier, les producteurs se sont retrouvés piégés entre refuser ou écouler du lait à 50 centimes. Cette affaire a permis également de mettre en lumière une autre réalité des marchés, à savoir les subventions à l'exportation. En effet, les 27 centimes par kilo de lait, attribués par la Confédération à tout exportateur qui pénètre dans des marchés étrangers, sont apparus soudain comme scandaleux, alors qu'ils sont inscrits dans la loi. Imaginez dans le cas d'Elsa. Pour chaque kilo de lait exporté et payé 50 centimes au producteur, l'entreprise touche 27 centimes de la Confédération, ce qui permet à la Migros d'exporter du lait à 23 centimes le kilo, soit bien en-dessous du prix européen. Ainsi, Migros et d'autres cassaient déjà le prix du lait en 2006 et si l'on intervient aujourd'hui sur cette résolution, qui vise à sortir de la crise laitière en Suisse, c'est bien à cause des manipulations et de la cupidité des gros distributeurs, qui disent penser aux consommateurs, mais n'ont cure des producteurs.

Un autre article, dans le 24 heures du 5 janvier 2009, mentionnait: «En une année, le prix du lait payé aux paysans avait augmenté de 12 centimes, rappelle le porte-parole de la Coop. Produire du lait était devenu si intéressant que nous sommes face à une surproduction, d'où la baisse du prix aujourd'hui.» Dans le même ar-

ticle, on pouvait encore lire cette phrase d'un agriculteur: «de toute façon, avec les 67 centimes qu'on me paie maintenant, je ne peux plus vivre, c'est 2 mille francs par mois en moins. C'est toute ma marge d'entreprise.» Voilà nous y sommes, quelques mois plus tard, le lait est bientôt à 50 centimes le kilo. Cette problématique des prix ou des revenus n'est pas nouvelle, où les grands transformateurs, distributeurs ou très grandes entreprises manipulent le marché, en faisant miroiter des baisses de prix aux consommateurs, tout en oppressant et en exploitant les producteurs et salariés, qui sont souvent dans l'impossibilité de réagir, car trop petits et pas assez unis. Bref, les grands dominent les petits, comme toujours.

Pour en revenir à la résolution et pour ceux qui n'auraient pas lu ou mal lu la résolution que vous avez sous les yeux, écoutez ces quelques phrases reprises du textes. «L'agriculture suisse, et plus particulièrement l'agriculture fribourgeoise, subit de plein fouet les effets de la nouvelle orientation politique et administrative de la Confédération en matière de libéralisation du marché laitier. La Suisse a supprimé de manière aveugle et sans garde-fou bon nombre de mesures qui permettaient à l'agriculture helvétique de vivre. Mais ce secteur économique va mourir avec le schéma du libéralisme à tout crin prôné et mis en application par certains spécialistes de ce pays. L'effondrement des prix du lait plonge un grand nombre de familles paysannes fribourgeoises dans l'embarras, voire dans la précarité pour les plus faibles. Le Grand Conseil demande au Gouvernement fribourgeois d'intervenir auprès des autorités fédérales pour mettre en place un système de la gestion des volumes de production sous l'égide d'une organisation avec force obligatoire. Les autorités fédérales doivent également s'engager pour trouver des solutions durables et pour avoir une transparence totale sur la filière laitière. Finalement, ces mesures doivent être prises immédiatement pour permettre d'obtenir un prix du lait équitable pour le producteur et de permettre à nos familles paysannes de retrouver un niveau de vie décent.»

Mesdames et Messieurs, toutes ces phrases citées ont été rédigées par mes deux amis et collègues députés de la droite Fritz Glauser et Michel Losey. Cela me plaît de constater que de temps à autre, mais bien trop rarement à mon goût, la droite parle le même langage que la gauche: respect, équité, niveau de vie décent, transparence totale, solutions durables. Tous ces mots et toutes ces phrases précédemment cités sont les mêmes que nous, la gauche entière, assénons, malheureusement souvent sans succès, à longueur de session pour le soutien aux salariés, aux vendeurs et vendeuses, aux handicapés, aux exclus de la société, aux jeunes et aux personnes âgées ou encore pour les valeurs fondamentales que sont la vérité, entre autres sur certaines manipulations de grands manitous ou finalement sur le respect de la personne humaine. C'est bien de cela qu'il s'agit ici. Le parti socialiste ne peut que cautionner et vous convier à soutenir cette résolution, qui va à 100% dans son sens, mais certainement pas assez loin, comme vous l'a déjà mentionné mon collègue Pierre Mauron. Tous les producteurs, donc tous les paysans, doivent s'unir pour devenir forts et lutter ensemble. Après ces phrases si socialement bien rédigées par mes

deux collègues Glauser et Losey, I have a dream. Il me plairait que pour quelques futurs motions, résolutions ou amendements à portée sociale, humaniste ou écologiste, vous, toutes et tous, de droite comme de gauche, vous unissiez plus souvent pour soutenir les vraies valeurs pour l'homme, la société ou la nature.

Rossier Jean-Claude (UDC/SVP, GL). J'aimerais quand même remettre peut-être l'église au milieu de village. Cela fait quarante ans que je suis dans ce secteur, j'ai commencé en 69, et je me suis occupé du marché. Dans tout le débat, on ne s'est jamais posé la question du marché. Ceci est le plus important.

En 1977, il y a eu en Suisse l'introduction des quotas. Vous vous en souvenez, M. Duc et ceux qui étaient dans le monde paysan, c'était suite au marasme qui régnait déjà dans ce secteur. Trente ans après, quand vous dites que c'est la Confédération, le Conseil fédéral, qui n'a plus voulu les quotas, à quelque part, vous eussiez dû intervenir en disant: non, il faut continuer à avoir ces quotas, il faut continuer à avoir des quantités qui soient attribuées à chaque agriculteur et également à chaque transformateur. Il y a également des inepties qui disent qu'en Europe les quotas vont être libéralisés. Oui, ceci est l'avis d'un commissaire suédois qui a envie de les libéraliser. Cependant, le monde paysan européen ne veut pas que ces quotas soient éliminés et veulent que l'on continue. Ils sont contre l'augmentation de 5%.

Que s'est-il passé en 2007 et 2008? Il y a eu une pression très forte de la part d'uniterre, également des producteurs, sur Crema, sur la Migros et sur Emmi, pour augmenter deux fois de 6 centimes le prix du lait, alors qu'à l'époque, il était, à mon avis, tout à fait correct, aussi bien pour le monde paysan, mais surtout par rapport à tout ce que l'on doit exporter. J'invite volontiers une fois M. Duc et M. Repond à venir en France. J'ai eu la chance de créer une entreprise, il y a quinze ans, uniquement pour mettre en valeur en Europe les fromages suisses, et par la suite des yogourts d'Elsa. Je vous convie une fois à venir discuter auprès des acheteurs des grandes chaînes de distribution européennes, Carrefour, Leclerc et autres. J'y suis allé une seule fois tout seul. La deuxième fois, j'ai pris un Français, car même avec les qualités que l'on me reconnaissait à l'époque, vous arrivez devant ces gens et quand vous ressortez, M. Duc, vous êtes complètement à poil. Ce sont des négociateurs qui sont formés et qu'on change chaque année ou tous les deux ans, pour éviter qu'il y ait une amitié qui se lie avec les clients. Ca, c'est la vérité. En Suisse, au niveau de la Migros et de la Coop, je peux vous dire que les gens sont encore beaucoup plus raisonnables.

Pour revenir sur le canton de Fribourg, il ne faut pas oublier que le prix payé pour le lait qui sera transformé en Gruyère et en Vacherin, est de 82 centimes, ce n'est pas 50 centimes.

Concernant l'affirmation complètement erronée de M. Repond, il faudrait peut-être que vous consultiez d'autres sources, ce n'est pas Elsa qui est le principal acheteur et transformateur de lait en Suisse. Il faut aussi dire que la Crema est un gros transformateur et Emmi, tout comme la Crema, appartiennent aux producteurs. Quand on va manifester auprès des maisons qui vous

appartiennent, j'ai un peu de peine à comprendre. Emmi a été coté en bourse. Tous les paysans étaient d'accord de le faire. Ils ont acheté, à l'époque, des actions pour 90 ou 85 francs, l'action est montée jusqu'à 125, 130 ou 140 francs, et ensuite elle a baissé.

Je vais soutenir cette résolution, mais n'oubliez jamais que c'est le marché qui commande et que vous pouvez faire toutes les manifestations que vous voudrez, si le consommateur n'est pas prêt de payer 1 franc, 1,5 franc ou 2 francs, si vous n'arrivez pas au niveau des grands marchés européens à exporter vos produits, et Dieu sait si c'est difficile de maintenir les quantités actuelles, vous ne pouvez rien faire. Je ne vois pas de solution. Le retour aux quotas, que ce soit privé ou d'une façon publique, est la seule solution ou la meilleure solution que vous puissiez avoir.

Andrey Pascal (PDC/CVP, GR). Après toutes ces belles paroles, rassurez-vous, je vais être bref car les heures avancent. En tant que producteur de lait mais si vous me permettez en tant qu'actionnaire d'un grand acheteur, le groupe Crema pour ne pas le citer, je suis obligé d'intervenir sur certains propos. On a dit: «la solidarité paysanne... les producteurs vous n'êtes pas solidaires». Lorsque, pour des raisons qu'on n'a pas toujours voulues, nous avons dû soutenir certaines industries du lait nous sommes devenus des actionnaires. Entre-temps, ces acheteurs de lait font aussi du fromage. Ce n'est pas que de l'industrie. Comment voulez-vous être solidaire ou aller manifester tout le monde lorsque d'un côté vous avez les prix corrects du fromage et vous avez les prix indécents de l'industrie? Mais, sachez que pour celui qui fabrique il y a aussi une aide de la Confédération. Si nous enlevons ça, eh bien, les prix seront presque identiques. Alors, le monde paysan, solidaire ou pas, impossible! Lorsque vous avez tellement de producteurs, ne pas produire un jour c'est vider un bout votre porte-monnaie. Est-ce qu'une famille peut se permettre de faire ça? Eh bien, beaucoup ne le peuvent pas, surtout en ces temps difficiles. Mettre le lait à la fosse, dans les champs ou je ne sais pas où, c'est indécent. On ne peut pas massacrer, anéantir une production de base comme ça. Ce n'est pas possible au jour d'aujourd'hui. Voilà, pour moi, ces quelques propos. On sait que le contingentement laitier était quelque chose de terrible pour les paysans qui n'avaient peut-être pas su s'adapter. C'était contraignant. Nous ne pouvions pas produire. Lorsqu'on a vu la libéralisation c'était en sorte une bouée de sauvetage, nous pouvions produire un peu plus. Mais là où j'aimerais en venir c'est que lorsque l'industrie, tous confondus, nous a dit «produisez on s'occupera du reste», eh bien là, nous avons été trahis et ce terme-là je le maintiens.

D'autre part, lorsque des quantités ont été attribuées, c'est un propos personnel dont j'assumerai les conséquences, la libération du contingent a aussi voulu que certains puissent vendre leur contingent. En fin d'activité, à 65 ans, s'il n'y avait pas de reprenant, on pouvait vendre son contingent, vendre quelque chose qui n'était pas acquis puisque c'était un droit de la Confédération. Pour ceux qui ont vendu ce contingent, et je respecte leur choix, ils n'avaient peut-être pas d'autre possibilité... Mais ce qui ne va pas, et là je m'adresse

aux fédérations, c'est qu'on a réattribué des quantités de lait à ceux qui en avaient vendu. Je réclamerais que ces quantités soient reprises et restituées à d'autres.

Cotting Claudia (PLR/FDP, SC). Je reviens aux propos du député Nicolas Repond qui fait la leçon à la droite, leçon d'humanité, de solidarité, de soutien aux plus faibles, etc. Vous avez la mémoire courte, M. le Député, car pas plus tard qu'avant-hier le groupe socialiste en votant abstention a failli faire capoter un allègement fiscal de 9 millions en faveur des familles. Il fallait la majorité qualifiée pour avoir cet allègement fiscal. Il fallait donc 56 voix et c'est par 60 voix que la droite a accordé 9 millions aux plus faibles et aux familles. Alors je crois que les propos il faut bien les peser avant de les prononcer!

Losey Michel (UDC/SVP, BR). En tant que cosignataire j'avais préparé une intervention qui n'a plus lieu d'être par rapport aux différents intervenants qu'il y a eu dans cette salle. Je tiens à rappeler une chose, c'est que le sujet est sensible. Cela touche tout le monde, autant le producteur que le consommateur, même des avocats, et là je demanderais à M. Mauron qu'il m'explique ce que c'est qu'un *apparatchik* agricole, mais ça, on pourra le faire après. Par rapport à la problématique soulevée par les derniers intervenants, qui ont bien mentionné la difficulté qu'il y a de trouver des solutions: c'est le but de la résolution. La résolution veut donner force obligatoire à l'interprofession où il y a tous les acteurs pour régulariser un marché. Si ce marché est libéralisé sans garde-fous, il ne peut pas fonctionner. Dans toute règle du marché il y a un garde-fou minimal qui doit être mis en place. Ces garde-fou actuels sont insuffisants. Ils manquent cruellement. Il n'y a pas cette force obligatoire. D'autres interventions dans d'autres cantons romands, notamment les cantons de Vaud et du Jura – et je félicite les jurassiens d'être aussi intervenus dans ce secteur-là – sont unanimes pour dire que les gouvernements cantonaux doivent intervenir auprès de la Confédération pour inciter la conseillère fédérale à aider à trouver une solution durable, souhaitable pour nous tous en tant qu'agriculteurs et en tant que consommateurs. Cela serait dommageable non seulement pour la production laitière où le tsunami laitier est catastrophique actuellement. Ce tsunami laitier a aussi des conséquences sur les autres branches agricoles que sont les céréales, la betterave sucrière, les légumes et autres. Donc, une solution doit être trouvée. C'est pour cette raison que je vous invite à soutenir massivement cette résolution, qui va dans un bon sens. Donc, soutenez, votez massivement cette résolution pour donner encore plus de légitimité à notre commissaire du gouvernement pour qu'il puisse appuyer fortement les choses qui doivent être défendues à Berne.

Corminbœuf Pascal, Directeur des institutions, de l'agriculture et des forêts. Il est vrai, M. Bachmann l'a rappelé, qu'il aurait peut-être fallu à l'époque, avant que la situation ne dégénère, faire une table ronde. Certains dans cette salle savent qu'on a fait cette table ronde, en 2007, parce qu'on voyait venir la catastro-

phe. On avait réuni Nestlé, Elsa, Mifroma, Crema et la Fédération. Peut-être qu'on avait oublié l'un ou l'autre partenaire. La convention était prête à être signée et cela a échoué au dernier moment. Je le regrette énormément aujourd'hui.

Je souhaite encore faire un petit commentaire. En 2004, j'avais présidé une délégation agricole comprenant des offices fédéraux, des représentants des offices fédéraux, et il y a exactement 5 ans, au mois d'octobre 2004, on était allé au Canada. M. Couchepin venait de nous convaincre qu'il n'y avait pas d'autre solution que de lever le contingent puisque l'Europe allait le faire. C'était prévu en 2007–2008 et donc il fallait dans la foulée qu'on suive. On a peut-être oublié de regarder par-dessus les frontières du pays puisque, aujourd'hui, l'Europe parle d'une éventuelle levée de contingent pour 2015 ou même plus tard. Donc, on a été de nouveau le premier de la classe dans une direction qui n'était peut-être pas souhaitée. Si je vous parle du Canada c'est que les producteurs canadiens et les suisses du Canada nous avaient dit: «C'est la plus grande erreur que vous pourriez faire de lever votre contingent car on l'a essayé et c'était la catastrophe, alors on est vite revenu à un contingent.» C'est juste une anecdote que j'avais envie de vous raconter. C'est vrai que ce contingent avait été levé – et là j'espère que je ne vais froisser personne puisque je ne parle pas des gens de la Suisse – dans les belles années Reagan et Thatcher où on avait décidé que la société n'existait plus, qu'il n'y avait plus que des individus qui devaient se battre et se manger entre eux pour survivre. On a vu les conséquences aussi dans les autres politiques économiques que vous connaissez bien. Malheureusement, les leçons servent rarement. C'est vrai que quand on n'a plus d'avenir possible on est tenté de faire n'importe quoi... du fromage à côté du vrai fromage, d'offrir du lait à 45 centimes et j'en passe, vous en connaissez autant que moi.

Je ne suis pas non plus certain que le retour au contingent étatique soit la solution mais demander à des concurrents directs que sont devenus les paysans de se discipliner est aussi très difficile. Ce que je veux vous dire c'est qu'avec nos collègues du Jura et de Vaud, avec lesquels j'ai déjà parlé, nous allons bien sûr soutenir cette démarche et essayer de faire que, enfin, on ait un tout petit peu plus de discipline dans ce marché très difficile aujourd'hui.

– Au vote, la prise en considération de cette résolution est acceptée par 88 voix sans opposition ni abstention.

Ont voté oui:

Ackermann (SC, PDC/CVP), Aeby-Egger (SC, ACG/MLB), Andrey (GR, PDC/CVP), Bachmann (BR, PLR/FDP), Badoud (GR, PLR/FDP), Bapst (SE, PDC/CVP), Berset (SC, PS/SP), Beyeler (SE, ACG/MLB), Boschung B. (SE, PDC/CVP), Boschung M. (SE, PDC/CVP), Bourgnicht (FV, PDC/CVP), Bourguet (VE, PDC/CVP), Brodard J. (SC, PDC/CVP), Brodard V. (GL, PS/SP), Brönnimann (SC, UDC/SVP), Bulliard (SE, PDC/CVP), Burkhalter (SE, PLR/FDP), Bussard (GR, PDC/CVP), Butty (GL, PDC/CVP), Cardinaux (VE, UDC/SVP), Clément (FV, PS/SP), Collaud (BR, PDC/CVP), Colomb (BR, PDC/CVP), Cotting (SC, PLR/FDP), Crausaz (SC, PDC/CVP), de Reyff (FV, PDC/CVP), de Roche (LA, ACG/MLB), Duc (BR, ACG/MLB), Ducotterd (SC, PDC/CVP), Etter (LA, PLR/FDP), Fasel (SE, PDC/CVP), Fasel-Roggo (SE, ACG/MLB), Feldmann (LA, PLR/FDP), Frossard (GR, UDC/

SVP), Gander (FV, UDC/SVP), Ganioz (FV, PS/SP), Gavillet (GL, PS/SP), Geinoz (GR, PLR/FDP), Gendre (SC, PS/SP), Genoud (VE, UDC/SVP), Girard (GR, PS/SP), Glauser (GL, PLR/FDP), Goumaz-Renz (LA, PDC/CVP), Grandjean (VE, PDC/CVP), Hänni-F (LA, PS/SP), Hunziker (VE, PLR/FDP), Johnner-Et. (LA, UDC/SVP), Jordan (GR, PDC/CVP), Kaelin-M (GR, PDC/CVP), Kolly (SC, PLR/FDP), Lauper (SC, PDC/CVP), Losey (BR, UDC/SVP), Marbach (SE, PS/SP), Mauron (GR, PS/SP), Menoud E. (GR, PDC/CVP), Menoud Y. (GR, PDC/CVP), Morand (GR, PLR/FDP), Mutter (FV, ACG/MLB), Page (GL, UDC/SVP), Peiry C. (SC, UDC/SVP), Peiry S. (FV, UDC/SVP), Piller A. (SE, UDC/SVP), Piller V. (BR, PS/SP), Repond (GR, PS/SP), Rey (FV, ACG/MLB), Rime (GR, PS/SP), Romanens A. (VE, PS/SP), Romanens J. (GR, PDC/CVP), Rossier (GL, UDC/SVP), Roubaty (SC, PS/SP), Savary (BR, PLR/FDP), Schnyder (SC, PS/SP), Schorderet G (SC, UDC/SVP), Schuwey R. (GR, UDC/SVP), Siggen (FV, PDC/CVP), Stempfel (LA, PDC/CVP), Studer A. (SE,), Studer T. (LA, PDC/CVP), Suter (SC, ACG/MLB), Thalmann-B (LA, UDC/SVP), Thévoz (FV, ACG/MLB), Thomet (SC, PS/SP), Thürler (GR, PLR/FDP), Tschopp (SE, PS/SP), Waeber E. (SE, PDC/CVP), Wicht (SC, PLR/FDP), Zadory (BR, UDC/SVP), Zürcher (LA, UDC/SVP). *Total: 88.*

Clôture de la session

Le Président. Mesdames et Messieurs, la session est terminée. Je vous souhaite une excellente journée et je vous donne rendez-vous en novembre pour la session de novembre. Excellente journée et à bientôt.

- La séance est levée à 12 h 00.

Le Président:

Pierre-André PAGE

Les Secrétaires:

Mireille HAYOZ, *secrétaire générale*

Reto SCHMID, *secrétaire général adjoint*